

EN PARTENARIAT AVEC  
**ALTER  
MONDES**  
— NOUS LIRE, C'EST DÉJÀ AGIR



# DOSSIER

PRINTEMPS 2015



DU 19 AU  
29 MARS 2015

## DE GAFSA AU FSM DE TUNIS

LA SOCIÉTÉ CIVILE  
LIGÉRIENNE AUX CÔTÉS  
DES TUNISIENS

## SCIC S.A. ALTERMONDES INFORMATIONS

14, passage Dubail - 75010 Paris  
Tél. : 01 44 72 89 72 / Fax : 01 44 72 06 84  
altermondes@altermondes.org  
www.altermondes.org

Directeur de publication **Gustave Massiah**  
Rédacteur en chef **David Eloy**

Comité de rédaction **Jeanne Audubert, Georges Yaya Bilau, Annie Billaud, Pierre Billaud, Mathilde Bourdin, Daniel Cabanis, Loïc Danieau, Vanessa Durand, Catherine Liabastre, Anne-Marie Giffo-Levasseur, Romain Ledroit, Audrey Mandin, Danièle Moreau, Abdel Ghani Moussalli, Odile Musset, Zozan Oztekin, Claire Philippe, Louis Scocard, Pierre Sersiron, Hyacinthe Vandenhende et Bernard Vrignon**

Secrétariat de rédaction **David Eloy**

Maquette **Atelier des grands pêcheurs**  
([atelierdgp@wanadoo.fr](mailto:atelierdgp@wanadoo.fr))

Impression **Groupe Corlet Imprimeur**

Numéro tiré à 1000 exemplaires

CPPAP n° 0918 G 86343

ISSN : 1772-869X

Dépôt légal à parution

*Altermondes* est un média citoyen participatif qui, à travers une revue trimestrielle, des hors séries et un site internet, s'intéresse aux problématiques internationales sous l'angle de la solidarité et de la citoyenneté, du développement durable, des droits humains...

# SOMMAIRE

## PARTIE I ESCALE À GAFSA

- Partir** ⇒4
- Gafsa, là où la coopération commence** ⇒5
- Une jeunesse à l'énergie remarquable** ⇒6
- Trois questions à... Safwen Sendi** ⇒7

- ## PARTIE II EN DIRECT DU FSM 2015
- Se représenter l'islam politique** ⇒9
  - La dynamique femmes dans les FSM** ⇒10
  - Pas d'accès aux droits sans égalité** ⇒11
  - Racisme : le XXI<sup>e</sup> siècle en signera-t-il la fin ?** ⇒12
  - « Pour une majorité, le Noir Tunisien ne peut être qu'un esclave »** ⇒13
  - La mobilisation des jeunes, essentielle là-bas comme ici** ⇒14
  - Les médias libres, sur les deux rives de la Méditerranée** ⇒15



{PHOTO CATHERINE LIABASTRE}



Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Région Pays de la Loire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité d'Altermondes et de l'Inter-CASI, et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les positions de la Collectivité.

## CASI DES PAYS DE LA LOIRE

En Pays de la Loire, les acteurs de la solidarité internationale se sont regroupés au sein de CASI (Coordination d'acteurs de solidarité internationale). Il en existe une par département; elles échangent à l'échelle régionale au sein d'une InterCASI et mènent des actions en commun à l'occasion de la Semaine de la solidarité internationale et de la campagne AlimenTerre. Ces coordinations se consacrent pour l'essentiel à des missions d'éducation au développement, c'est-à-dire à la sensibilisation de l'opinion publique aux problématiques dites du Sud (sécurité et souveraineté alimentaires, migrations, dettes, paradis fiscaux, accès à la santé, à l'eau et à l'éducation...).

### Maison des citoyens du monde

8 rue Lekain, 44000 Nantes  
☎ [www.mcm44.org](http://www.mcm44.org)

### CASI 49

34 rue de Chanzy, 49000 Angers  
☎ [www.casi49.org](http://www.casi49.org)

### CASI 53

48 rue de la Charrière, 53000 Laval  
☎ <http://casi53.fr>

### CASI 85

22 rue Anita Conti, 85000 La-Roche-sur-Yon  
☎ [www.casi85.zz.mu](http://www.casi85.zz.mu)

### Collectif pour une terre plus humaine

26 rue du Général de Gaulle, 72000 Le Mans  
☎ <http://terrehumaine72.blog4ever.com>

# L'ÉDITO

de **LOÏC DANIEAU**  
InterCASI Pays de la Loire



## LE BUT ET LE CHEMIN

En 2013, le Forum social mondial (FSM) se tenait pour la première fois à Tunis. Une petite délégation ligérienne - de 16 personnes tout de même - s'y était rendue et y avait vécu une double rencontre : avec les participants au grand rassemblement altermondialiste, bien sûr, mais aussi entre associations de la région. Nous en étions revenus enthousiastes, mus par la volonté de renouveler l'expérience mais surtout de transformer l'essai. D'un point de vue numérique, en atteignant la barre des cinquante participants lors de l'édition suivante. D'un point de vue intergénérationnel, en donnant la priorité aux jeunes. D'un point de vue géographique, enfin, en articulant la participation au FSM 2015, dont nous avons appris qu'il aurait lieu de nouveau à Tunis, avec le partenariat noué entre la Région des Pays de la Loire et le Gouvernorat de Gafsa. Histoire de faire d'une pierre deux coups.

Mais pour y parvenir, il a d'abord fallu montrer, démontrer la dynamique que la participation au FSM avait générée - ce que nous avons fait lors du Carrefour régional de la solidarité de mai 2014 -, convaincre de nouveaux partenaires et lever les obstacles financiers à la participation de certains. Ce n'était que la première étape du chemin et non « le début du but ».

Avant de se retrouver à Tunis pour permettre au plus grand nombre de recharger les batteries, faire vivre les échanges ligéro-tunisiens et mélanger les 7 et les 77 ans (pour être exact, les 19 à 74 ans), il nous a fallu aussi organiser la co-construction du projet, utilisant les compétences de chacun, faisant émerger les capacités dormantes. C'est cette dynamique qui a d'ailleurs permis de surmonter l'ultime obstacle, imprévisible : l'attentat contre le Musée du Bardo, à Tunis, quelques jours



{PHOTO GEORGES YAYA BILAU}

avant l'ouverture du FSM. Cette tragédie n'a cependant pas fait le poids face à l'autre raison de notre venue : le soutien à nos amis tunisiens.

Pour rendre compte de cette ambition collective et de la participation ligérienne au Forum, nous avons demandé à *Altermondes* de nous accompagner dans la réalisation de cette publication qui se veut une trace de notre expérience en Tunisie. Il y a une vie après le FSM et il y aura des suites à ce dossier : celles que nous choisirons de mener, ensemble dans nos associations ou individuellement. Dans *Le Cid*, Pierre Corneille écrivait : « *Nous partîmes cinquante cents mais par un prompt renfort nous nous vîmes trois mille en arrivant au port* ». Trois mille, ce sera pour le prochain FSM.

## PARTIR

Partir à l'image d'un troubadour errant en quête d'aventure

Partir avec insouciance, main dans la main avec mon voisin

Partir pour ne pas être dans le néant

Partir pour résister et inventer

Partir pour se découvrir dans le regard des autres

Partir pour faire nombre, pour faire peuple, pour être citoyen du monde

Partir pour accéder à l'universel en dehors de l'idée que je m'en fais

Partir vers l'Autre pour faire un pas vers l'humanité toute entière

Partir pour comprendre le monde

Partir pour agrandir le champ des possibles

Partir avec comme seul bagage, le désir d'un accueil paisible  
de ce qui peut advenir

Partir pour changer mon quotidien, mes habitudes, mes références

Partir pour être ressource par des rencontres de cultures différentes

Partir pour me frotter à la diversité du monde

Partir du nord vers le sud

Partir pour partir, laisser une empreinte, un cheveu, une larme, une terre

Partir pour essayer d'étancher ma curiosité

Partir pour revenir plus curieuse qu'avant

Partir pour dépasser mes frontières

Partir pour bousculer mes références

Partir pour renaître

Partir pour un monde plus humain.

Ce texte collectif a été rédigé lors d'un atelier d'écriture organisé par Catherine Liabastre dans le cadre d'une session de préparation au départ, à laquelle ont participé des membres de la délégation ligérienne qui devaient se rendre quelques semaines plus tard en Tunisie.

# GAFSA

## LÀ OÙ LA COOPÉRATION COMMENCE

Pour la délégation ligérienne, la participation au Forum social mondial n'était que la seconde étape d'une plongée au cœur de la Tunisie citoyenne, qui a débuté à Gafsa par la rencontre avec un ensemble d'acteurs engagés dans le programme de coopération qu'a signé la Région des Pays de la Loire avec le Gouvernorat.



Par LOÏC DANIEAU InterCASI

Le 7 novembre 2012, moins de deux ans après le départ de Ben Ali, la Région des Pays de la Loire officialisait un partenariat de coopération décentralisée avec le Gouvernorat de Gafsa. « *Accompagner concrètement et localement le peuple tunisien qui montrait tous les jours sa capacité à maintenir le dialogue et la concertation dans une période délicate de transition démocratique* », tel était le but de ce rapprochement, souhaité notamment par les quelque 8000 citoyens Tunisiens vivant dans notre région. Pour chaque axe retenu dans l'accord de coopération (développement économique, structuration de la société civile, animation jeunesse, appui institutionnel dans le cadre de la décentralisation, santé), le Conseil régional a voulu que des acteurs collectifs s'investissent là-bas et ici. Plusieurs membres de la délégation ligérienne au FSM 2015 participent d'ailleurs, depuis 2012, à ces échanges.

### UN LABORATOIRE CONCRET

Pour autant, le partenariat était encore trop peu connu des acteurs ligériens de la solidarité internationale et les organismes engagés (collectivités, établissements d'enseignement et associations) restaient dans « leur pré carré », faute de temps ou d'occasion pour mutualiser leurs actions. Une situation paradoxale compte tenu du fait qu'au même moment, la jeunesse de Gafsa apparaissait souvent comme le fer de lance des changements en cours ou espérés. C'est pour cette raison que le collectif InterCASI a décidé de coupler le déplacement au Forum social mondial de Tunis avec des rencontres en amont dans la région de Gafsa. Les communes d'El Guettar, de Gafsa, de Sened, de Redeyef sont d'ailleurs apparues comme autant de laboratoires concrets qui ont permis d'introduire, d'illustrer et d'enrichir les débats qui ont eu lieu par la suite au FSM de Tunis.

Quelques exemples. À Gafsa, les jeunes de l'association Mashed échangent avec les Cemea et les Maisons de quartier nantaises. À El Guettar, le Conseil économique, social et environnemental ligérien accompagne la mise en place d'un Conseil consultatif de développement durable et la municipalité va, très prochainement, concrétiser un



jumelage avec Dompierre-sur-Yon. À Sened, Afdi (Agriculteurs français et développement international) collabore depuis deux ans avec l'AJA (Association des jeunes agriculteurs), rassemblant des diplômés chômeurs qui, après des années de galère, ont décidé de rester au pays et de jouer la carte de l'agriculture, dans une zone où l'exploitation des phosphates constitue une quasi mono-activité depuis plus de 130 ans.

### LA POURSUITE D'UNE UTOPIE

Créer son emploi, dégager un revenu, trouver sa place dans une société en reconstruction, apporter sa pierre à l'édifice commun, autant de souhaits partagés des deux côtés de la Méditerranée et qui se concrétisent dans les projets que nous avons découverts, pendant une semaine, à Gafsa<sup>1</sup> grâce à des jeunes citoyens tunisiens. La preuve par les faits qu'un autre monde est possible. La reconduction<sup>2</sup> et le renforcement, pour trois ans, de l'engagement du Conseil régional, constituent un encouragement à la poursuite de cette utopie. ✕

<sup>1</sup> Merci à Camille Roman, chargée de mission à Gafsa, d'avoir permis ces fructueux échanges.

<sup>2</sup> Lors d'une mission conduite par le président de la Région Jacques Auxiette du 15 au 20 février 2015.

# UNE JEUNESSE À L'ÉNERGIE REMARQUABLE

À Gafsa, les jeunes sont animés par une volonté de changement social. Ils cherchent à garantir leur liberté de pensée et à construire leurs propres modes d'action. Ils exercent ainsi leur sens des responsabilités en inventant des modes d'organisation qui n'existaient pas en Tunisie. À la découverte de deux associations singulières: AJA et Mashed.



par CATHERINE LIABASTRE



PHOTO CATHERINE LIABASTRE

À 350 kilomètres de Tunis, dans la région de Gafsa, l'Association des jeunes agriculteurs (AJA) rassemble des jeunes, entre 20 et 30 ans, filles et garçons, diplômés dans différents domaines, qui ont en commun des racines agricoles. Leurs parents possèdent un lopin de terre, pratiquent une agriculture familiale, dont les produits sont majoritairement commercialisés dans la région. Ils ont également en commun le chômage et l'absence d'indépendance financière. Ils vivent tous chez leurs parents. C'est en 2012 qu'ils créent l'AJA. Déjà engagés de façon informelle dans l'ombre de l'ancien régime, ils cherchent, à travers elle, à se professionnaliser dans le secteur agricole et le développement rural afin d'accompagner la création d'activités individuelles et collectives, liées à la terre. « Nous voulons encourager les jeunes à diversifier les activités et à s'investir dans l'agriculture agroécologique et le tourisme intégré », nous livre Anis Sendi, le président de l'association. L'AJA facilite ainsi

les procédures administratives, accompagne les porteurs de projets dans les formations adaptées et s'engage auprès des jeunes femmes du monde rural, soucieuses de leur intégration active dans la vie sociale et citoyenne.

## SURTOUT, NE PAS DÉCOURAGER

L'énergie des jeunes de l'AJA est remarquable. Ils ont fort à faire dans cette région économiquement fragile, isolée des zones touristiques et dont les ressources sont encore à révéler. Ainsi, ils doivent valoriser et faire connaître les atouts du territoire au-delà de l'activité du bassin minier, participer au chantier de la démocratie participative, se faire reconnaître des responsables locaux et asseoir leur légitimité en tant que jeunes, résister à la récupération par des syndicats et des organisations politiques locales, faire front collectivement contre l'accaparement de leurs terres par les grosses entreprises, étrangères et nationales. « On ne veut pas devenir ouvrier sur nos propres

terres ! », affirme Safwen Sendi, secrétaire général de l'AJA. Ils doivent également participer à des rassemblements nationaux autour de l'économie sociale et solidaire, des colloques sur l'avenir de l'agriculture, répondre aux demandes de jeunes des régions voisines (Kasserine et Sidi Bouzid), qui souhaitent s'organiser pour former de nouvelles AJA, continuer, ne pas se décourager... « On a des idées mais à cause de l'instabilité politique on n'avance pas vite », regrette Anis. Depuis 2013, l'association s'est aussi ouverte à la coopération internationale avec les acteurs des Pays de la Loire, s'enrichissant de l'action collective par delà les frontières en s'associant avec Afdi. Les jeunes y trouvent des forces et des ressources sans s'y soumettre, qu'ils offrent en retour à celles et ceux qui construisent avec eux des liens et des actions concertées.

## ÉVEIL DU SENS CRITIQUE

Les jeunes de l'association Mashed œuvrent eux aussi au développement de l'expression citoyenne. Jeunes diplômés chômeurs ou étudiants, ils agissent à travers la création et l'éducation artistique et culturelle pour permettre l'éveil du sens critique et l'action collective émancipatrice. Ils veulent élargir leur capacité d'action et prendre leur place dans l'organisation de la cité. Ils organisent des projections débats, des ateliers d'arts plastiques, des expositions dans l'espace public. Ils interpellent, se forment, agissent auprès des enfants, s'engagent dans les démarches d'éducation populaire. Le café Down Town, leur quartier général, est le lieu privilégié des discussions, où l'information circule et les idées se confrontent. Dans le cadre de l'accord de coopération entre le Gouvernorat de Gafsa et la Région des Pays de la Loire, Mashed s'est engagée avec les Cemea en accueillant des jeunes volontaires ligériens et en expérimentant à leur tour le volontariat, dans des associations de jeunesse de la région nantaise. Ainsi, les pratiques d'animation s'échangent solidairement et se renforcent mutuellement, ici et là-bas. Mais de ces regards partagés, les jeunes français vont aussi gagner de nouvelles énergies dans leur propre rapport au politique au sein d'une démocratie vieillissante, où la participation des jeunes est à réinventer. ✘

« ON A DES IDÉES MAIS À CAUSE DE L'INSTABILITÉ POLITIQUE ON N'AVANCE PAS VITE »



Safwen Sendi (à droite) et deux jeunes de l'AJA (PHOTO LOÏC DANIEAU)

## TROIS QUESTIONS À...

**Safwen Sendi**, 29 ans, secrétaire général de l'Association des jeunes agriculteurs (AJA).



Propos recueillis par **CLAIRE PHILIPPE**

### Peux-tu nous présenter ton engagement au sein de l'AJA ?

**SAFWEN SENDI :** Je suis l'un des fondateurs de l'association qui se situe à Sened, au centre du pays. Dans la région, nous pratiquons l'agriculture familiale. L'AJA accompagne les jeunes pour qu'ils s'investissent dans des projets agricoles, elle facilite les contacts entre l'État et les individus, permet l'accès à des formations...

### Des diplômés chômeurs qui décident de travailler la terre, ce n'est pas banal...

**S.S. :** Nous avons voulu encadrer les jeunes pour diminuer le taux de chômage et contribuer au développement de notre région en créant nos propres activités. Nous

sommes en effet presque tous diplômés de l'université, que ce soit dans les langues, en mécanique, etc. Cela ne nous empêche pas de nous intéresser à l'agriculture. Ce sont nos origines, nous avons souvent travaillé dans les champs, de manière saisonnière. Surtout, on peut y avoir un projet et en vivre.

### As-tu un message à faire passer aux jeunes des Pays de la Loire ?

**S.S. :** Il faut qu'ils écoutent les radios associatives, les contre-médias comme je les appelle. Les médias ne sont pas honnêtes. Ils font comme ils veulent ou comme l'État veut. Il faut donc aller vers les médias associatifs et les réseaux sociaux. ✘

DIGNITÉ ET DROITS

## LE FSM REVIENT À TUNIS

Du 24 au 30 mars 2015, malgré les inquiétudes soulevées par l'attentat terroriste contre le Musée du Bardo, des dizaines de milliers de personnes, représentantes de mouvements sociaux et d'associations du monde entier, se sont retrouvées à Tunis pour contribuer à des centaines d'activités autogérées portant sur des thèmes tels que les droits humains, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'accès durable aux ressources naturelles, le changement climatique, les migrations internationales ou le vivre ensemble. Un foisonnement d'initiatives qui témoigne de la vitalité des sociétés civiles qui refusent de se résigner au creusement des inégalités, au rejet de l'autre, à la confiscation des ressources, à l'injustice et qui continuent d'affirmer et de prouver qu'un autre monde est possible!



## SE REPRÉSENTER L'ISLAM POLITIQUE

Contexte oblige, l'islam politique était au cœur des débats au Forum social mondial. Cet article s'inspire de l'atelier « Révolutions arabes, mondialisation et extrémisme violent », dans lequel intervenaient François Burgat, politologue spécialiste du Moyen-Orient et Mohamed Jaballah, islamologue.



Par **BERNARD VRIGNON**

### LA NÉCESSITÉ DE SE REPRÉSENTER L'ISLAM POLITIQUE AUTREMENT QUE COMME DES FONDAMENTALISTES ASSOIFFÉS DE SANG

La globalisation économique ultralibérale s'élargit progressivement à tous les pays. Le monde arabe n'y échappe pas en raison de la domination économique occidentale, à laquelle s'ajoute l'humiliation née de la situation palestinienne, qui n'est toujours pas réglée, près de cinquante ans après la Guerre des six jours remportée par Israël en 1967. Selon François Burgat, politologue spécialiste du Moyen-Orient, ces deux éléments forment pour l'essentiel la matrice politique structurelle dont dépend la radicalisation islamiste. Cette conception a été aussi l'un des leviers des révolutions arabes, si l'on considère qu'en Tunisie comme en Égypte, les jeunes, en particulier, se sont élevés contre des dictatures perçues comme des complices de la domination occidentale et trop passives dans leur soutien à la Palestine. Il faut bien sûr ajouter à cela les méfaits d'une corruption généralisée contrecarrant les possibilités internes de développement économique et de justice sociale. Pour de nombreux esprits occidentaux, le lexique religieux et sanguinaire de Daech a tendance aujourd'hui à tout envahir. De là, la nécessité de se représenter l'islam politique autrement que comme des fondamentalistes ou des intégristes assoiffés de sang. En fait, l'islam politique est une création déjà ancienne qui a pris le relais du nationalisme

arabe et du panarabisme avorté pour tenter la restauration de l'hégémonie musulmane dans des pays malmenés par la colonisation et le capitalisme.

#### DEUX POIDS, DEUX MESURES

En Syrie, les révoltes populaires contre Bachar el-Assad ont pris la suite des révolutions tunisiennes puis égyptiennes mais elles se sont heurtées à un régime décidé à utiliser tous les moyens pour rester en place. Le soutien occidental aux Syriens modérés décidés à éliminer leur dictateur n'a pas eu lieu et le rôle massif de l'Iran a permis au régime de survivre. Si on compare la situation avec le soutien reçu par Solidarnosc, en particulier de la part de la société française, lors de la révolte polonaise contre le régime communiste, on doit constater comme le fait remarquer l'islamologue Mohamed Jaballah qu'il y a deux poids-deux mesures et que toutes les révolutions ne se valent pas. Sur ce point, il ne faut pas sous-estimer le rôle des États-Unis craignant de devoir partager la manne pétrolière en cas de contagion démocratique dans les pays du Golfe. De son côté, la gauche occidentale n'a pas fait le travail intellectuel nécessaire pour dépasser la fracture culturelle vis-à-vis des musulmans et s'est très peu associée à la défense d'un idéal de justice sociale pourtant bien présent dans les pays arabes. Aujourd'hui, les États occidentaux laissent de côté la cause (maintien du régime syrien) et s'attaquent à la conséquence de leur inaction première en bombardant Daech! ✕



PHOTO JOEL HILTON / IRIN

1 Le texte constitue la première partie d'un article intitulée « Radicalisation ici et là-bas ». se poursuit sur une réflexion

## LA DYNAMIQUE FEMMES DANS LES FSM

En imposant une assemblée des femmes en ouverture du forum et un lieu spécifique pour les débats, la dynamique femmes avait remporté un grand succès lors du FSM 2013. Cette année, elle avait eu pour mission de renforcer la prise en compte du genre dans le processus de préparation et dans les activités organisées pendant le Forum. Premier bilan.



Par ANNE-MARIE GIFFO-LEVASSEUR

### SERAIT-CE L'ÉCLOSION D'UNE FORME D'ÉDUCATION POPULAIRE, AFIN QUE LES FEMMES PARTICIPENT À LA VIE SOCIALE HORS DU SEUL GIRON FAMILIAL ?

Le FSM 2015 a comporté 43 ateliers portant sur des questions spécifiques aux femmes et dans ce fourmillement d'activités, la diversité des sujets était bien plus importante qu'en 2013. Elle concernait tout autant des points sensibles de la situation des femmes que les rapports qu'elles entretiennent avec leur propre société dans des domaines comme l'économie, la politique, le racisme, les violences, la marginalisation, et notamment dans les régions qui connaissent des conflits ou des révolutions. Mais la plupart des ateliers se sont surtout focalisés sur les stratégies à mettre en place à travers la sensibilisation, l'autonomisation, l'action féministe, la syndicalisation, la participation à la vie politique et à la démocratisation, le réseautage et, plus globalement, les moyens de la conquête des droits économiques et sociaux.

#### QUE RETENIR DE CE FOISONNEMENT ?

Je me suis surtout centrée sur la Tunisie. La question des femmes en milieu rural est apparue très fortement, en lien avec celle des régions dites « marginalisées ». Si les femmes représentent la plus grande part de l'agriculture familiale en Tunisie, les actrices se posent malgré tout quelques questions. Quels moyens de développement ? Quel développement, d'ailleurs ? Quelle organisation ?

Il m'a semblé aussi percevoir une nouvelle thématique, en Tunisie voire plus largement au Maghreb, qui est celle des loisirs des femmes. Serait-ce l'éclosion d'une forme d'éducation populaire, afin que les femmes participent à la vie sociale hors du seul giron familial ? Cette thématique est au croisement du milieu rural et du



milieu urbain, où se posent par ailleurs les questions des spécificités du travail des femmes, qu'il soit précaire, informel, domestique... ou sous-payé et harcelé.

La mobilisation des femmes est une préoccupation tant des associations, que des syndicats ou des groupes politiques. Par quels moyens les sensibiliser, les inciter à agir, notamment la jeunesse étudiante ? Certaines se sont demandé, par exemple, où étaient les chômeuses diplômées. Enfin, les débats sur la stratégie à adopter ont été animés : certaines privilégient la lutte pour les droits, notamment l'application des lois et leur harmonisation avec les normes de l'Onu, quand d'autres estiment que le changement de mentalité est la base de l'action à mener. Les deux approches ne seraient-elles pas complémentaires ?

#### UNE DÉMARCHÉ DURABLE

Même si on peut regretter que l'Assemblée des femmes en elle-même se soit mal déroulée, court-circuitée par les antagonismes nationalistes entre le Maroc et l'Algérie autour du sort des Sahraouis, le processus du FSM offre toujours aux initiatives féministes comme aux autres combats de l'altermondialisme, l'opportunité de se rencontrer, de s'organiser et de se faire connaître. Ainsi, Oxfam a permis aux femmes de plusieurs pays arabes, inscrites dans le projet Amal, de se connaître. La Marche Mondiale des Femmes contre la pauvreté et la violence, créée en 2000, a aussi organisé des ateliers auxquels participaient plus de vingt pays et a fait le point sur ses initiatives, forums et caravanes. Une occasion de visibilité qui s'inscrit durablement dans sa démarche. ✕

## PAS D'ACCÈS AUX DROITS SANS ÉGALITÉ

L'égalité entre hommes et femmes est un préalable indispensable à l'effectivité des droits, notamment le droit à la santé, comme l'a rappelé avec clarté un atelier lors du FSM.



Par AUDREY MANDIN

Violence à l'égard des femmes, mariage précoce, inégalité face au chômage : l'égalité femmes-hommes n'existe pas et ces faits nous le rappellent. Elle est pourtant une condition nécessaire du droit à la santé et à la protection sociale. Lors d'un atelier sur cette question, l'éducation a été identifiée comme l'un des déterminants sociaux à la santé. En Tunisie alors que l'enseignement de base n'est devenu obligatoire pour filles et garçons de 6 à 16 ans qu'en 1991, en 2012, le ratio femmes/hommes des inscriptions dans l'enseignement supérieur était de 159 %. Pour autant, la forte présence des femmes dans les universités tunisiennes n'est pas gage de leur intégration dans la population active. Une situation qui a des conséquences directes sur leur autonomie financière et des répercussions indéniables sur l'effectivité de leur droit à la santé. Ce déficit d'autonomie peut être renforcé par la valorisation du mariage et la détention par le mari de la carte de couverture sociale pour l'ensemble des membres de la famille.

#### FAIRE ET DÉFAIRE LES DROITS

En 2010, une enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes a été menée en Tunisie. 47,6% des femmes âgées de 18 à 64 ans ont déclaré avoir subi au moins une des formes de violence mentionnées dans l'enquête durant leur vie. Dans ces cas, la santé physique et psychologique des femmes et leur qualité de vie sont directement impactées. Au-delà de cette enquête, et si l'on regarde du côté du droit, on remarque que la Tunisie a légiféré pour le droit à l'avortement en 1973, soit avant

la France. Or, au lendemain de la Révolution et en raison notamment de l'inversion de la courbe démographique, des voix se sont levées contre le droit à l'avortement. Fort heureusement, ces débats n'ont pas affecté la sphère législative. Le droit à la vie a été affirmé à l'article 22 de la Constitution Tunisienne de 2014, tout en préservant le droit à l'avortement. Néanmoins, on observe à l'heure actuelle dans le pays, une diminution de l'offre de service et des financements internationaux à ce sujet. Ces exemples tirés de l'expérience tunisienne ne sont pas isolés. Sans cesse les changements politiques, les révolutions, les guerres ou les crises économiques font et défont les droits des femmes. En Grèce hier, on prenait en otage les nourrissons, pour que leurs mères payent leur accouchement. 700 € pour un accouchement simple, le double pour une césarienne. Qu'en est-il des conséquences psychologiques de ces pratiques sur les mères et sur les nourrissons ? Aujourd'hui ces actes ont cessé mais le non-paiement de l'intervention au service des taxes grec reste passible de prison.

#### L'EFFECTIVITÉ DU DROIT

Pour la société civile, au regard de ce qui a été dit lors de l'atelier, il convient donc d'une manière générale de lutter contre la privatisation des systèmes de santé tout en étudiant la question de la gratuité des soins. Le travail en réseau et les actions massives doivent permettre de parler à haute voix des problématiques des femmes et de sensibiliser la population dans le but d'avancer ensemble vers l'effectivité du droit à la santé. ✕

# RACISME

## LE XXI<sup>e</sup> SIÈCLE EN SIGNERA-T-IL LA FIN ?

Le fléau du racisme ne sévit pas qu'en Europe. En Tunisie aussi, être noir de peau entraîne souvent rejet et inégalités. Récit d'un atelier qui appelle à en finir avec les discriminations raciales.



Par ANNIE BILLAUD

“**P**our en finir avec les discriminations raciales». Un flyer reçu au hasard d'une déambulation dans les allées du FSM me conduit dans une salle qui se remplit, petit à petit, à tel point qu'il faudrait presque pousser les murs. Les participants sont plutôt des Africains. Je me sens au bon endroit ! Invité par l'association M'Nemty, qui se mobilise contre le racisme dont sont victimes les Tunisiens noirs, Diallo Diop, homme politique sénégalais, entame son exposé. Le discours est fort, empreint de solennité.

### VOLONTÉ POLITIQUE UNITAIRE

Pour lui qui est médecin biologiste, les races n'existent pas, il n'y a qu'une seule humanité. Les potentialités sont les mêmes pour tous les êtres humains ! La diversité au sein d'une même espèce est seule recevable.

L'homme s'est développé en Afrique, foncé de peau en raison du soleil... À l'origine, donc, tous les hommes étaient noirs ! La barrière de la couleur sera, explique-t-il, la question du XXI<sup>e</sup> siècle ! « Toute vie humaine est une vie. Tout homme est homme. Aucun homme ne sera acheté, ni vendu ! », déclare-t-il ensuite, citant la charte du Mandé, écrite en 1212 et qui ins-



pire la constitution malienne ! Aucun peuple n'accepte la servitude.

La question du profit traverse de bout en bout le racisme et en particulier l'esclavage. Comment s'en sortir ? Il conclut en affirmant que la clé de tous les problèmes raciaux se trouve dans la volonté politique unitaire, qu'il faut unir l'Afrique de l'Ouest, puis toute l'Afrique, en évitant que le Maghreb ne soit le ventre mou. Plus tard, j'interrogerai à ce sujet Safwen, de l'AJA, à Gafsa. Il me répondra avec fougue : « Impossible ! Les pays du Maghreb prendront le dessus. Car nous sommes plus développés, plus attirés par la Méditerranée et l'Europe ! »

### TUNISIENS À PART ENTIÈRE

L'exposé du Dr Diallo Diop faite place à un débat passionné. « Votre discours appartient

« LA BARRIÈRE DE LA COULEUR  
SERA LA QUESTION DU  
XXI<sup>e</sup> SIÈCLE ! »

~

## « POUR UNE MAJORITÉ, LE NOIR TUNISIEN NE PEUT ÊTRE QU'UN ESCLAVE »

Saadir Mosbah a fondé l'association M'Nemty pour s'attaquer aux discriminations qui frappent les Tunisiens qui, comme elle, sont noirs de peau. Rencontre avec une militante qui a décidé de rompre le mur du silence.



Par GEORGES YAYA BILAU

**S**aadir Mosbah est une citoyenne tunisienne. Sa famille vit en Tunisie depuis six générations. Et pourtant, elle est comme une étrangère dans son propre pays, parce qu'elle est noire. En effet, le racisme à l'encontre des noirs tunisiens est très fort. « La chose qui me choque, dit-elle, c'est surtout le déni du racisme. Mon rêve serait de voir une Tunisie où l'égalité des chances serait une réalité ». Un rêve qu'elle contribue à concrétiser à travers l'association M'Nemty (ce qui signifie littéralement « Mon rêve »), dont elle est la présidente. M'Nemty a vu le jour en 2013, deux ans après la Révolution de Jasmin. Le vent de révolte qui a soufflé en Tunisie a ressuscité la liberté d'expression. Ce droit consacré par la constitution de tout pays démocratique, n'a pas été uniquement profitable aux médias. Il a ouvert à la communauté noire de Tunisie une brèche pour avoir une parole un peu plus libre et s'affirmer. Depuis, les langues se sont déliées pour dénoncer une perception sociale qui pérennise le racisme. Saadir Mosbah porte ce combat et ce, en dépit du rejet que lui témoigne une grande partie de la population tunisienne. Elle poursuit son sanglant réquisitoire. « Le citoyen tunisien noir n'est pas reconnu en tant que tel pour plusieurs raisons, déroule-t-elle. D'abord parce que la mentalité tunisienne considère qu'il est différent. Ensuite, pour une majorité, le Noir Tunisien ne peut être qu'un esclave. Même 169 ans après l'abolition de l'esclavage dans le pays, on considère qu'il est toujours l'esclave de quelqu'un, esclave du nom d'emprunt qu'il porte encore ».

La discrimination n'est pas forcément manifeste, renchérit-elle : « Les Tunisiens noirs ne sont privés d'aucun droit sur le papier, mais la réalité est autre ». Selon elle, la discrimination et le racisme se reflètent davantage dans le traitement des demandes d'emploi, par exemple. « On ne vous dira jamais que c'est parce que vous êtes noir que vous n'avez pas le poste. On vous dira d'attendre, mais vous verrez que le copain de promo qui avait 5 ou 6 points de moins que vous va être pris en premier ». La fondatrice de M'Nemty souligne enfin que peu de Tunisiens noirs sont employés dans des entreprises prestigieuses. Là où elle travaille, on compte « à peine quatre Tunisiens noirs » pour un effectif de 9 000 travailleurs. Elle estime pourtant que le quart au moins de la population du pays est de race noire, « même si les statistiques sur ce point sont bloquées aux chiffres d'il y a trente ans ». Cette Tunisienne de souche veut rompre le mur du silence qui entoure l'image de ses concitoyens. ✕



PHOTO GEORGES YAYA BILAU

## LA MOBILISATION DES JEUNES

Le FSM a donné à voir les élans et les ardeurs de jeunes activistes, véritables acteurs de la société civile, qui, depuis janvier 2011, expérimentent l'action collective pour construire leur citoyenneté et lutter pour les droits sociaux et économiques. Ainsi, l'atelier animé par la Jasmine Foundation a interrogé les nouveaux engagements des jeunes en opposition aux modes plus classiques. Les participants se sont accordés sur le fait que les jeunes manquent de confiance vis-à-vis des structures politiques institutionnelles en place, dans lesquelles ils ne se recon-

naissent pas. Cependant, si environ 80% des 18-30 ans n'ont pas voté aux dernières élections, les initiatives citoyennes explosent et ouvrent de nouvelles voies de participation, comme une autre manière de vivre la politique. Les jeunes Tunisiens œuvrent ainsi à la construction d'un nécessaire contre pouvoir. Ils expérimentent la citoyenneté en la pratiquant, certains en initiant sur le terrain des activités modestes et peu visibles, d'autres en croisant recherches en sciences sociales et actions médiatisées.

CATHERINE LIABASTRE

## ESSENTIEL LÀ-BAS COMME ICI

L'engagement des jeunes peut prendre de multiples formes. Pendant le FSM, certains d'entre eux ont expérimenté le volontariat et y ont pris goût.



Par MATHILDE BOURDIN et AUDREY MANDIN

Reconnaisables à leur gilet bleu et à leurs fréquents « Bienvenue ! », les quelque 2000 volontaires du FSM 2015 ont permis à des milliers de participants de s'approprier le campus El Manar, où se déroulait l'événement. L'entretien que nous a accordé Hamza Bouzwida, un responsable de la commission volontariat pour le FSM, nous a aidés à décrypter les enjeux de l'engagement volontaire et de la mobilisation des jeunes. Six mois avant l'événement, nous a-t-il raconté, une campagne de mobilisation a sillonné les universités du pays, recrutant de nombreuses énergies. L'organisation de l'événement s'appuyant sur le principe de l'autogestion, elle nécessite un engagement fort de la part de ses volontaires. Leur mobilisation au sein du FSM pour faciliter les échanges et les rencontres s'est donc révélée essentielle.

Climat, santé, médias libres, autant de problématiques qui nécessitent des forces vives et jeunes à travers le monde. Participer au Forum social mondial, faire vivre un média citoyen, devenir volontaire européen, être militant syndical, s'investir dans des missions de bénévolat ou effectuer un service civique, les formes d'engagement sont très variées ! En France, le Service civique a déjà permis à 85 000 jeunes de s'investir dans près de 500 organismes agréés. En Tunisie, la structuration du volon-



PHOTO AUDREY MANDIN

tariat est encore hésitante. En 2015, Hamza Bouzwida est passé par l'intermédiaire de France Volontaires, une structure française, pour effectuer une mission dans son propre pays. Face à cette incohérence, il nous parle de son souhait de « créer une loi et un espace dédié au volontariat en Tunisie et pour les pays magrébins ». C'est ainsi que la commission volontariat du FSM a d'ores et déjà tracé sa route. Elle deviendra prochainement une association œuvrant pour la jeunesse et la reconnaissance du volontariat en Tunisie. ✕

## LES MÉDIAS LIBRES, SUR LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE

La fabrique de l'information était au cœur des échanges lors de ce Forum social mondial de Tunis. À travers l'élaboration d'une Charte des médias libres. Et un documentaire porté par deux journalistes français et tunisiens.



Par ROMAIN LEDROIT



PHOTO ROMAIN LEDROIT

définissent une grille de lecture commune, permettant d'orienter les « bonnes pratiques » et les principes fondateurs d'une information dite « libre ».

L'intention est louable. La fabrique d'une information « libre », ou pas, est un sacerdoce qui n'est pas sans danger. À ce sujet, l'édifiant témoignage de Makaïla Nguebla, blogueur tchadien (et menacé de mort par le pouvoir), récemment protégé par l'asile politique français, doit mettre en lumière la situation de très nombreux citoyens du monde qui risquent leur intégrité pour informer, lancer des alertes ou relayer l'opinion. Et au contraire des journalistes, on n'érige pas de statut pour ces « citoyens médias ».

### LA FABRIQUE DES MÉDIAS LIBRES À TUNIS

Cette charte est un premier outil de travail. Mais, le chantier reste énorme. La diversité des producteurs – du hacker au secrétaire de rédaction – ainsi que la diversité des contextes, démocratiques ou non, obligent à regarder ce qui se passe de près. Et croiser les regards.

C'est pourquoi un média trans méditerranéen voit le jour : Lesmediaslibres.org. Dans un débat entre un journaliste tunisien et un confrère Français : Jaouher Mejri et Romain Ledroit. Avec une volonté forte : documenter, par l'investigation, cette fabrique de l'information. Et créer un média qui regarde ces médias « citoyens », ou non d'ailleurs. En faisant le pari du numérique et en associant hackers, dessinateurs, blogueurs et lanceurs d'alerte. Un premier dossier a vu le jour : « La Fabrique des médias libres à Tunis »<sup>3</sup>. Un documentaire qui s'attache à présenter ces « médias libres ». Tels qu'ils sont perçus par des représentants du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne ou de l'Europe. Pour définir, en creux, des visages multiples des médias d'aujourd'hui. ✕

Si « un autre monde est possible », alors paraphasons : « d'autres médias sont possibles ». Surtout au Forum mondial des médias libres. La délégation ligérienne n'est d'ailleurs pas en reste : parmi les participants, radios associatives<sup>1</sup> et journalistes indépendants composent pendant la semaine une rédaction improvisée – dans les chambres d'hôtels les mieux pourvues en wifi et dans les couloirs de l'Université d'El Manar. Aux côtés de quelques Ligériens, « journalistes citoyens » le temps d'une semaine, on tire sur le chapô tout autant que l'on questionne le sommaire de ce hors-série. La question de la fabrique de l'information est et demeure centrale dans les discussions altermondialistes.

### L'INFORMATION EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE

Et pour cause : l'information est sans doute le premier miroir d'une société – et d'une démocratie. Alors, comme pour le reste des thématiques abordées au Forum social mondial, la volonté des participants est de forger ces fameuses « convergences » : un consensus sur une question donnée. Ainsi, des « convergences » se construisent sur le climat, les réfugiés politiques, l'économie... et les médias. Au travers d'une charte<sup>2</sup>, édictée après quatre Forums mondiaux des médias libres, les participants

<sup>1</sup> On y trouve Radio Prun' et Graffiti Urban Radio.

<sup>2</sup> La charte mondiale des médias libres :

➤ [www.fmml.net](http://www.fmml.net)

<sup>3</sup> À lire sur :

➤ [lesmediaslibres.org](http://lesmediaslibres.org)



# ALTER MONDES

— NOUS LIRE, C'EST DÉJÀ AGIR

## PORTEZ UN AUTRE REGARD SUR LE MONDE

Altermondes vous donne rendez-vous tous les trois mois avec **la solidarité internationale, le développement durable et les droit humains**. En donnant la parole aux acteurs du Nord et du Sud, la revue propose un contenu riche et engagé.

Média citoyen d'un nouveau genre, Altermondes est édité par **une coopérative qui rassemble une quarantaine d'organisations de la société civile, une trentaine de professionnels des médias et une centaine de lecteurs.**

### DÉCOUVREZ ALTERMONDES

[www.altermondes.org](http://www.altermondes.org)

Formule classique un an :

- 📁 4 numéros
- 📁 2 hors-séries

35€/an  
30€

- **Oui, je souhaite m'abonner et profiter de l'offre exclusive à 30€/an au lieu de 35€.**

### COORDONNÉES ET RÉGLEMENT

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : .....

Adresse mail : .....

Je règle par chèque à l'ordre de Altermondes Informations  
14 passage Dubail, 75010 Paris

